

RésisteR!

#5-Septembre 2011

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et aux primaires

Les arceaux de la honte



Ah! il était fier, le maire de Nancy, le vendredi 16 septembre place Stanislas en remettant le prix « livres et droits de l'homme » dans la cadre du livre sur la place. Les discours furent brillants, les invités, triés sur le volet, avaient les mines graves et solennelles de circonstance. Le

municipaux et des ami-e-s du maire. Son budget provient de financements publics. Mais, ces derniers temps Mme Rosso-Debord, M Hénart, Mme Morano, et tous leurs ami-e-s politiques, d'un même élan avec le conseil général socialiste ont décidé de couper les vivres à tout ce qui ressemble de près ou de loin à du social... Il faut désendetter la France, rembourser les banques qui nous ruinent et indemniser Bernard Tapie.

Donc, au point d'accueil d'urgence il n'y a plus un sou, on ne peut plus accueillir, aider, loger, les gens qui vivent dans la rue.

Les plus jeunes ne demandent plus rien et vont cacher leur misère et leur honte là où ils (ou elles) peuvent, en comptant sur la charité publique, et certains en espérant que les braves gens, partisans de l'ordre ne vont pas appeler les flics, sitôt qu'ils auront bu un petit coup de trop pour essayer d'oublier un peu leur misère....

Mais il n'y a pas que des gens seuls, il y a aussi des familles, celles dont N. MORANO est, (fut ?) la ministre, on ne sait même plus...

Des familles, donc, qui viennent du Caucase, ou des Balkans, qui fuient la guerre ou la misère. Ces familles ont pris l'habitude de rester devant le PAU le jour, la nuit,... tant qu'on a pas trouvé une solution pour les loger.

Parce que : les loger, c'est la loi (DALO) : tout le monde a droit à un logement.

.../...

champagne était au frais, les fleurs étaient magnifiques. Le lendemain les journaux nous ont raconté la belle histoire que leur refille le cabinet du maire depuis des années. Nancy ville des lumières, Nancy ville humaniste, Nancy ville ouverte : que du bonheur....

Nous, on n'était pas invité à l'hôtel de ville pour la remise du prix, mais on veut quand même vous raconter une petite histoire qui mêle droits de l'homme, dignité humaine, Michel Rocard, et la mairie de Nancy...

Cette petite histoire commence un peu plus loin, rue Gilbert, devant le point d'accueil d'urgence (PAU) de la ville. Le PAU est géré par l'ARS (accueil réinsertion sociale). Cette association est dirigée par, entre autres, des conseillers

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,40 €

DEPOTOIR

POLE
EMPLOI

PREFET

... DE LA HONTE ...

page 4

page 5

page 9

Eh oui, un toit sur la tête pour la nuit c'est aussi ça les droits de l'homme, messieurs-dames qui dans les salons de l'hôtel de ville dégustez le bonheur de vivre, le bonheur des livres et des belles phrases, vous qui vous rengorgez des valeurs de la république, des bienfaits de la démocratie...

Mais, revenons rue Gilbert, où les familles, aidées par quelques bénévoles infatigables, sont installées devant le PAU, avec quelques couvertures et des cartons, scrutant le ciel en espérant qu'il ne pleuve pas. Les enfants jouent dans la rue et les parents attendent l'issue des démarches entreprises pour demander l'application de la loi, et obtenir une place dans un foyer, qui leur permettra de scolariser les enfants et reprendre le cours de leur vie...

Des voisins, bon français, républicains, s'indignent, et pétitionnent : «vous comprenez, monsieur l'agent, c'est pas un spectacle, on ne veut plus voir ça,...il faut qu'ils s'en aillent, ...chez eux,... enfin loin, quoi... », remercie au passage Michel Rocard qui avec son « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ! » permet à tous ceux qui ont la préférence nationale chevillée au corps de dormir sur leurs deux oreilles.



A propos d'oreilles, rien n'échappe à la préfecture, et à la police qui surveille. Et quand la nuit des jeunes abrutis avinés, admirateurs de Le Pen père et fille, trouvent amusant d'éruer leur bêtise crasse devant les familles sur le trottoir, la police arrive après la bataille et demande les papiers des... familles,

La situation n'échappe pas non plus à la mairie,...mais là attention : une municipalité humaniste ça devrait résoudre la situation, prendre en charge la misère, faire appliquer la loi, réquisitionner des locaux pour loger décemment tout le monde.....

Non ! Non, l'humanisme à l'UMP ça consiste à attendre que la famille soit relogée, et puis à faire installer un parking à vélos et de solides arceaux qui interdiront toute nouvelle tentative d'installation. Plus fort que Rocard qui ne pouvait pas accueillir toute la misère, nos umpistes ne veulent même pas la voir.

C'est malin comme tout mais ça donne envie de vomir sur la place, au pied des grands salons où l'on cause droits de l'homme...

R

Rafl'attaque

Résumé de l'épisode précédent [RésisteR n°4]

Juin 2011. Plus de 90% des 105 salariés de la production de la société Raflatac de Pompey décident et reconduisent un mouvement de grève exceptionnel pendant six semaines dont quatre en grève totale. Ils revendiquent le maintien de leur pouvoir d'achat par une plus juste répartition des bénéfices. Durant toute la durée du conflit, la direction est ignorante, méprisante voir provocatrice comme le prouve ces propos du directeur : « Allez-y, pétez tout, cassez tout, brûlez tout, on en n'a rien à foutre ! ».

Exaspérés, quelques grévistes franchissent les grilles. Ils brisent une caméra et quelques lampadaires. Le travail reprend sans n'avoir rien obtenu. Pire, la direction revancharde engage une procédure de licenciement contre trois grévistes, dont le secrétaire élu CGT du comité d'entreprise. L'intersyndicale, relayée par les réseaux sociaux, se mobilise...

Faudra-t-il les tondre ?

« - Alors ?

- C'est bon ! La direction a reculé. Début juillet, elle a suspendu la mise à pied et a réintégré les trois camarades menacés de licenciement. »

C'est par cette bonne nouvelle que Lemiche m'apprend début août l'évolution de la situation à mon retour de vacances. Le journaliste, que je ne suis pas, est serein. Ce lundi 12 septembre et à quelques heures du bouclage du journal, le mauvais écolier, que j'étais, s'apprête à rédiger quelques lignes à la dernière minute. Cependant, le fils de mère prudence, que je suis devenu, appelle Christian et Thierry, délégués CFTC et CGT à Raflatac, pour m'assurer que tout va bien...

Patatras ! Ils m'apprennent que si la direction a suspendu la procédure disciplinaire, elle a déposé plainte en pénal !!!

Il y a quelques jours, l'enquête de police a commencé. Une dizaine de salariés a été convoquée par la police. Interrogatoires poussés. Le secrétaire du CE sera questionné et entendu pendant plus de 5h ! Il est depuis en arrêt pour dépression.

La stratégie de la direction est claire. Elle utilise la justice de la République pour faire condamner « **ces casseurs, ces voyous** » qu'elle aura beau jeu de licencier si elle gagne son procès. Pour le premier semestre, le groupe affiche un insolent bénéfice de 292 millions d'euros. Cette diabolique mise en scène de règlement de compte lui évite un débat de fond sur la revendication du mouvement d'une plus juste répartition des bénéfices. Enfin elle met en œuvre cette menace qu'un cadre avait bêtement clamée au plus fort du conflit à l'encontre des grévistes : « **on n'a qu'à faire comme en 40, en prendre dix et les fusiller !** » On résistera difficilement à faire comme en 45 et à l'envie de le tondre à la première occasion...lui et tous les sacristains de basse besogne au service de la religion du profit et de l'exploitation !

A l'issue de l'enquête de police, le procureur poursuivra ou non l'affaire.

RésisteR renouvelle l'invitation à ses lecteurs et à leurs réseaux éventuels de se tenir informés par notre site internet : www.crr54.lautre.net des suites et des actions que proposera l'intersyndicale.

A suivre...
Léon de Ryel.

R

RESF-54. Déclaration lue au cercle de silence du 27 août 2011

Les vacances scolaires se terminent, dans toute la France elles auront été pour de nombreuses familles synonymes d'horreur, d'angoisses.

Combien de familles arrêtées, expulsées ?

Combien de personnes, dont des familles avec enfants et même nourrissons, ont été laissées à la rue sans hébergement, ont été envoyées en Centre de Rétention Administrative (CRA) ? Comme par exemple, cette jeune femme somalienne avec un bébé de 6 mois au CRA de Rennes ?

Le 1er août, la Cimade dénonçait l'ouverture d'un nouveau CRA pour les étrangers, le plus grand de France, à proximité de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle sur la commune du Mesnil-Amelot. Ce lieu d'enfermement est prévu pour des familles, et donc des enfants.

Rappelons que l'enfermement des enfants est illégal car contraire à la Convention internationale des droits de l'Enfant. La Cimade, présente auprès des familles retenues dans certains centres de rétention, peut témoigner des symptômes révélateurs d'un délabrement psychique au quotidien, causé par la rétention, sur les enfants. D'autant que la durée maximale de l'enfermement a récemment été portée à 45 jours, ce qui accroît considérablement les risques de traumatisme.

Toutes ces mesures dégradantes pour notre pays s'expliquent par la volonté de M. Guéant de faire mieux que MM. Hortefeux et Besson en expulsant 30 000 personnes en 2011.

Ce renforcement de la politique anti-immigrés se constate aussi dans notre région.

Si nous pouvons nous réjouir du retour en France d'Ardi Vrenesi, nous devons aussi constater une forte dégradation de la situation des familles.

En effet, un mouvement de solidarité de très grande ampleur en faveur d'Ardi, polyhandicapé de 15 ans, a permis son retour en France pour qu'il puisse bénéficier des soins que son état de santé nécessite et qu'il n'a pu avoir pendant 15 mois suite à son expulsion au Kosovo par l'Etat français.

Mais parallèlement, cet été à Nancy, les situations dramatiques ont été nombreuses :

- des familles avec bébés se sont retrouvées à la rue ;
- il aura fallu une décision du tribunal administratif pour obliger l'Etat à remplir son obligation d'hébergement pour Marina et ses 5 filles ;
- des descentes régulières de la police se font dans les lieux d'hébergement des familles sans papiers ; ainsi 3 familles, arméniennes, albanaises, ont été arrêtées la semaine dernière ;
- mardi dernier, une maman avec 5 enfants (10 ans à 8 mois) a été arrêtée et placée au centre de rétention de Rouen. Mais comme le père était absent, ils ont été relâchés, sans hébergement et dorment à la rue ce soir à Nancy.
- et tout récemment, le nouveau préfet ordonne de fermer les chambres des déboutés des demandes d'asile encore hébergés en centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Nous sommes ici pour dénoncer la politique d'immigration du gouvernement, pour exiger que l'Etat applique la loi selon laquelle tout demandeur d'asile a droit à un hébergement en CADA, pour que soient respectés les droits fondamentaux de la personne.

*Les jardins de Tomblaine sont en danger. Ils devraient être détruits et remplacés par un parking pour les véhicules du public du stade Marcel Picot (en vu de l'eurofoot 2016). **La création d'un comité de soutien aux jardins est en cours.** Les objectifs de ce groupe de travail étant d'une part de sauver les jardins mais également de proposer des alternatives aux gros problèmes de circulation et de nuisances (sonores, pollution..) que vont générer ce supplément de spectateurs. A suivre.....*

Déchets, retour au passé.

Ils testent, ont ils dit ! Les déchetteries de la CUGN seront accessibles désormais aux seuls détenteurs d'un badge électronique donnant droit à 20 passages par an.

L'intérêt ? contrôler au mieux ceux qui abusent, en particulier certains artisans qui déposent gravas et autres détritiques sans payer la taxe qu'ils devraient normalement payer.

ça c'est ce que l'on veut nous faire croire, la réalité c'est que les libéraux qui nous gouvernent rêvent d'un monde où chacun paye l'utilisation des services, qui ne seraient plus publics, à l'aune de ce qu'il a utilisé. Des compteurs sur les poubelles, sur vos évacuations sanitaires, des cantines sans aides sociales, des trottoirs à la charge des propriétaires, voilà le monde qui se prépare.

Finis les services publics, finie la solidarité, chacun paye son dû, et essaye au maximum de la faire payer à son voisin !

Passé l'aspect économique, voyons maintenant les conséquences pour les citoyens :

20 passages, c'est ridicule pour qui bricole un peu, pour qui a des branchages à débarrasser, pour qui, tout simplement se soucie de l'environnement.

Que va t il donc se passer après ces vingt passages ?

Le citoyen lambda va remplir sa poubelle de ce qu'il amenait par conviction citoyenne en déchetterie, celui qui pensait à emporter ses piles usagées, ses pots de peintures en profitant d'un voyage dans le secteur, ne le fera plus, les branchages partiront en fumée, les décharges sauvages vont fleurir (vous croyez sans doute que l'artisan qui « fraudait » va gentiment passer à la caisse ?



Alors que faire ?

le premier geste de survie serait d'arrêter d'élire ces élus qui n'ont aucune conscience de ce que peut être la vie quotidienne en France. Continuer à trier, évidemment, en amenant les déchets là où vous pouvez (points tris, magasins) On pourrait aussi décider de ramener systématiquement nos déchets à ceux qui nous les imposent : les grandes surfaces. interpellé tous les élus de gauche comme de droite, afin qu'ils prennent leurs responsabilités et qu'ils commencent à réfléchir à la conséquence de leurs décisions, s'il faut

penser à leur place faisons le, tant pis ... pas payés ! ... c'est cadeau monsieur le maire !!

Et un jour songer à prendre leur place, tous ensemble, pour le bien commun.

Serge Billon

R

AVIS DE DÉCHETS

Le champion du mois

Vous connaissez sûrement ce petit jeu qui consiste à parier entre ami-e-s ou collègues lors d'une réunion (la plus sérieuse possible) que vous réussirez à dire un mot ou une expression décalée pour la circonstance. Il s'agit d'essayer, par exemple, de placer le mot « zigounette » lors d'un repas chez votre beau frère, ou bien « augmentation » dans une réunion avec le DRH », ou alors les mots « justice sociale » à une réunion du conseil général de Meurthe et Moselle, ou bien encore le mot « grève » à une réunion organisée par la CFDT...

C'est rigolo..., et il faut reconnaître qu'il y a des gens très doués ...Mais.... oubliez toutes vos références nous avons à Nancy le champion toutes catégories !

Il s'appelle Christophe Dollet il est journaliste à l'Est Républicain. Et, dans l'édition du dimanche 11 septembre il nous gratifie d'un morceau d'anthologie. Allez Christophe ! Avoue ! T'avais parié avec des potes du journal ou des anciens de la fac de droit

En 7 petites phrases dans son « billet » de la 3ème page, à propos d'affiches mystérieuses placardées sur les abribus de la CUGN, notre champion réussit à placer les mots*

« illusion » « khrouchtévienne » « diable » « nageuse est-allemande » « fête de l'humanité » « communiste » « pcf » « anachronique » « marteau » « faucille » « ringarde » et « censure »... !!!! Trop-fort !!!

Si ça ne les fait pas rire, ça rappellera au moins, aux plus anciens d'entre nous, leur jeunesse, quand les oubliables plumitifs réactionnaires, n'avaient que leur anticommunisme forcené pour essayer de rendre leurs nauséabondes idées ultra-libérales, colonialiste, et revanchardes, un tant soit peu présentables...

**Son billet d'humeur intitulé « branché » raille le PCF qui fait une campagne de propagande via des visuels affichés partout en ville qui, une fois photographiés par un téléphone portable connecté à internet, renvoient sur le site de la fête de l'huma...*

EMPLOI, PAS !

POLE

Et si on renationalisait Pôle emploi??!!

Parlons chiffres : sur Nancy, Lunéville, Toul, Pont-à-Mousson (le Sud 54), environ 40 000 chômeur(se)s inscrit(e)s sur 9 antennes de Pôle emploi, soit 350 salarié(e)s. C'est dramatique et malheureusement ça augmente (enfin, pas les effectifs de Pôle emploi...). Je précise aussi que seulement la moitié de ces personnes au chômage sont indemnisées par Pôle emploi. Ceci pour rétablir quelques vérités face aux stigmatisations diverses sur les chômeurs "profiteurs". "Profiteur(s)" de quoi ? je vous le demande !

Les conséquences de la fusion pour les usagers : certes, toutes les compétences sont réunies dans un même lieu, mais avait-on besoin de fusionner ANPE et Assedic pour ce faire ??? **Plus grave, en réunissant dans un même organisme les missions d'indemnisation et de conseil emploi, formation, orientation, le gouvernement a de fait privatisé le service public de l'emploi. Il a aussi réuni le conseiller et le payeur ce qui n'est jamais bon.** Par exemple, il est maintenant très difficile de demander à Pôle emploi le financement d'une formation qui n'entre pas dans le dispositif des métiers dits « en tension » (ce terme désigne plus clairement des métiers pour lesquels des offres d'emploi ne trouvent pas preneur, souvent, notamment, à cause des conditions de travail). Ainsi, le besoin des chômeurs ne pèse pas lourd face aux volontés patronales d'avoir à disposition une main d'œuvre abondante, et qui plus est formée en partie avec les cotisations chômage des salarié(e)s (c'est tout bénéf). Et ce qui vaut pour la formation vaut aussi pour l'emploi, où avec le projet d'« offre raisonnable d'emploi », gare aux chômeurs qui renâcleront à occuper ces emplois en tension (diminution d'indemnisation, radiation...).

Les projets de la direction n'arrangent rien. Il est prévu qu'au moment de l'inscription il n'y ait plus qu'un conseiller pour rencontrer les demandeurs d'emploi. Ce(tte) conseiller(e) sera dans l'immense majorité des cas un spécialiste du placement et n'y connaîtra donc pas grand-chose en indemnisation : je vous laisse imaginer les conséquences en termes de retards de paiement, calculs erronés, etc., etc.

**retards de
paiement,
calculs
erronés,
etc., etc.**

Les conséquences sur les agents : nos métiers spécialisés (indemnisation, conseil emploi formation, orientation) sont de moins en moins respectés pour aller vers une polyvalence, signe d'appauvrissement des compétences (« touche à tout, bons à rien ») et de perte de sens. Pour la direction, le(a) conseiller(e) idéal(e) ne réfléchit pas trop et se contente de mettre les chômeurs dans les cases prévues à cet effet (les métiers en tension par exemple) ; là-dessus on rajoute une bonne dose de contrôle et de pressions hiérarchiques facilitées par un statut public affaibli, et Pôle emploi devient une machine à exclure.

Travailler dans cette machine infernale cause beaucoup de stress lié au manque de moyens, au doute sur les finalités de nos missions, à la désorganisation du système liée à la fusion. N'est-ce finalement pas cela qui était voulu pour affaiblir le côté service public de l'emploi, garant théoriquement d'un peu moins de tension sur le "marché" du travail ??? Et malheureusement, ce n'est pas sans conséquence sur la santé des agents. Des cas de suicide sur le lieu de travail sont aussi à déplorer. D'ailleurs, à ce sujet, il faudrait aussi parler des conséquences du chômage sur la santé des chômeur(se)s qui sont les premier(e)s concerné(e)s (dépression, suicide, maladie, absence de mutuelle, prise en charge sécurité sociale).

Les motifs d'optimisme : il y a certes à Pôle emploi des agents « bons collaborateurs », mais aussi beaucoup de résistant(e)s qui refusent de radier à tours de bras ou de participer à la chasse aux sans-papiers. Il en va de même côté chômeurs, où les métiers en tension ne rencontrent pas forcément une grande adhésion (précarité, conditions de travail, salaires). En fait, c'est là le terme clé : l'adhésion est un mot à la mode, mais sauf pour votre sympathique journal, on pourrait s'en passer.

Didier (Solidaire SUD Emploi Lorraine)

R

LUTTER EN CHANTANT ...

Rencontres des Chorales Révolutionnaires 2011.

Gros changement pour les *Rencontres des Chorales Révolutionnaires*. Jusqu'ici, elles se tenaient à la suite du festival « *La Belle Rouge* » à St Amand (63). Pour la 11^e édition, c'est dans la Creuse, à Royère de Vassivière que ce

sont retrouvées les chorales de France, d'Angleterre et d'ailleurs pour une semaine d'échanges. Si une des raisons de ce changement de lieu et d'organisation se trouve dans quelques divergences avec la compagnie *Jolie Môme* qui organise ce festival, la véritable raison est plutôt à chercher du côté de la maturité du mouvement des Chorales Révolutionnaires.

Les liens créés grâce à des visites entre elles au long des années et aux rencontres

précédentes ont permis entre autres de créer un véritable réseau qui est bien devenu un mouvement à part entière. Rien d'anormal alors que celui-ci s'auto-organise et s'auto-gère. Un mouvement à part entière car c'est surtout par la présence que ces ensembles peuvent prendre dans l'action politique et militante locale qu'ils s'affirment comme une composante de la lutte sociale.

Les Chorales Révolutionnaires accompagnent et soutiennent les luttes. Bien au delà, elles sont aussi en mesure de les dynamiser. Pour qui a déjà assisté aux concerts qu'elles donnent par exemple, on en repart souvent enthousiasmé par les chants proposés. Le choix des textes, toujours en lien avec les luttes actuelles et avec la mémoire du mouvement social, sont des preuves de la **possibilité** et de l'**obligation** d'une révolution sociale.

Mais au delà, c'est l'élan qu'elles procurent qui reste leur apport le plus important. Assister à un concert, à une répétition ou une intervention d'une chorale, c'est se retrouver

« booster » par l'unité et l'émotion qu'elle communique. Lorsqu'un groupe apporte son soutien à des salariés en lutte, lorsqu'une chorale intervient dans les transports en public ou organise une répétition publique dans la rue, c'est bien sûr d'une action de lutte qu'il s'agit.

Le fait que les chorales qui se sont retrouvées à Vassivière soient issues de tant de villes et de pays différents prouve aussi à quel point **le combat social a été et demeure présent partout**. Il rappelle que la lutte est en cours depuis longtemps et qu'elle est encore à mener. A un moment où les médias du pouvoir politico-financier n'ont plus comme objectif que de créer du temps de cerveau disponible propice à ingurgiter la propagande marchande et consummatrice, les chants nous replongent toujours dans les moments les plus importants de la lutte sociale pour créer un autre monde.

Lutter en chantant, chanter en luttant. C'est aussi une belle manière de redire que le combat peut et doit être joyeux. Certes les textes et les événements auxquels font références les chants proposés sont souvent plus émouvants que réellement propres au rire. Mais l'ensemble de l'émotion provoquée par un groupe avant tout musical porte à une émotion joyeuse. Une manière de participer à la lutte bien plus humaine et dynamique que ce que chacun peut retenir comme sentiment des manifestations officielles désormais bien silencieuses, ou pire, écrasées par des camions sono alibis. A part de muselantes décibels et des gaz d'échappement, il ne sort pas grand chose de ces véhicules ! D'une Chorale Révolutionnaire, un souffle naît. Au sens propre comme au figuré. Un souffle dynamique qui passe et qui montre ce que pourrait être l'image d'un mouvement social qui clame **joyeusement** haut et fort son histoire et ses espoirs. Quels autres moyens que le chant proposé d'une manière collective permettent de communiquer un tel souffle ?

Un mouvement qui produit un souffle c'est assez physique en somme !

Reprenons ensemble ce souffle. En chœur. En cœur.

Créons des chorales !

Rejoignons les chorales !

Jihel

R

www.vimeo.com/28292008



Les chorales à Royères de Vassivière
La Canaille du midi (Toulouse)
La Lutte enchantée (Marseille)
Les Sans nom (Nancy)
Les Gaperons rouges (Riom)
La Barricade (St Etienne)
Mike des Sea Green Singers (Oxford)
Les Barricades (Grenoble)
La chorale de Den Haag (Pays Bas)
Strawberry Thieves socialist choir (Londres)
Ute du Oldenburger Chor
Bundschuh (Allemagne)
La Choral'ternative (Rouen)
La CRS (Limoges)
La chorale de Charlieu (Loire)

... CHANTER EN LUTTANT.

ACCUMULATION

L'été s'achève après une année pleine d'espoirs, de défaites, d'indignations et de révoltes, d'expériences nouvelles ou renouvelées. La mobilisation massive contre la réforme des retraites à l'automne 2010, avec les blocages de raffineries et dépôts de pétrole, la grève très fortement suivie à la SNCF, les actions coup de poing sur les zones industrielles, tout cela nous a alors montré deux choses. D'une part, contrairement à ce que nous racontaient jusque-là gouvernants et médias, il est bien apparu qu'une grève massive et visible est possible, avec la convergence de salariés du public et du privé, des assemblées générales, des actions communes, la participation des lycéens, des chômeurs et précaires. D'autre part, tout le monde a bien vu qu'une grève massive et visible n'est pas suffisante, puisque malgré le discrédit total du ministre qui portait la réforme englué dans l'affaire Woerth-Bettencourt, trois millions de personnes dans la rue et un pays au bord du blocage n'ont pas suffi à faire remballer le projet.

Chacun a pu voir à quel point les élites vivent dans un monde à part. On connaissait le côté bling-bling des soirées au Fouquet's et les relations amicales de Sarkozy avec Bolloré et une tripotée d'autres gros patrons. On a pu voir ses liens plus subtils avec le groupe Médéric, dirigé par son frère, qui fleurent bon la collusion d'intérêts quand on a vu l'ardeur du président à réformer la protection sociale. Mais d'autres ne sont pas en reste, et tout leur monde est bien petit. C'est l'ancien favori

socialiste DSK qui, dans le cadre de ses démêlés judiciaires, a loué à New York une résidence de 600 m² pour 35 000 € par mois. Ce même DSK, en tant que directeur du FMI, a imposé aux peuples des mesures d'économie qui signifient un recul considérable du niveau de vie, de l'accès à la santé et à l'éducation. C'est Alliot-Marie qui s'était vu offrir des séjours en Tunisie aux frais du Prince, avant que celui-ci ne tombe en disgrâce et ne tombe tout court. C'est la famille Le Pen qui se la joue populaire, alors qu'en héritant des ciments Lambert dans les années 80 elle s'est retrouvée définitivement à l'abri du besoin. C'est encore le bouffon « philosophe » et ex-ministre Ferry, qui dénonce ses petits camarades, fait plutôt gagne-petit avec sa paye de 4.000 € à ne rien faire, et royalement remboursée par Matignon.

Il y a un peu une atmosphère de fin de règne qui ressort de toutes ces affaires. Quand le discrédit du personnel dirigeant vient s'ajouter à l'absence de perspective d'avenir pour la population, on peut entrer dans des périodes troubles ou tout devient possible, le meilleur comme le pire. C'est aussi cela qu'ont fait valoir les milliers de partisans de la démocratie réelle qui, à Madrid, Barcelone

**Les élites
vivent
dans un
monde à
part.**

et ailleurs, ont occupé la rue pendant des semaines au printemps pour marquer leur volonté de vivre autre chose, autrement. Si faire grève et manifester n'ont pas suffi, c'est bien que nous ne pouvons plus nous cantonner dans les limites d'une « démocratie » de plus en plus irréaliste. Il faut aller plus loin : construire une perspective, par en bas, en dehors des institutions existantes, et inventer un nouveau monde. A la vitesse où le capitalisme accroît sa pression sur les peuples, où les plans d'austérité s'accumulent pour le plus grand bénéfice des banques, c'est une question de survie, pour toutes et tous.



Coupes abusives

Après avoir élagué largement les emplois au sein de l'ONF, la direction s'attaque maintenant au capital bois de notre pays : des coupes abusives aux conséquences dramatiques !

L'Office National des Forêts a en charge la gestion des forêts « publiques », soit un tiers des forêts françaises. C'est une tâche compliquée, concernant un milieu vivant, il est difficile de la résumer en quelques lignes : production de bois pour la filière, protection des milieux et des espèces, respect du rôle social de la forêt...

Depuis 10 ans, l'effectif de l'ONF a été rogné de 20%, ce qui augmente encore la surface d'action de chaque forestier et la masse de travail à fournir. Un contrat de plan ETAT-ONF, appliquant à la lettre la RGPP (Réforme générale des politiques publiques) prévoit encore 700 suppressions de postes d'ici 2016.

Parallèlement à cette diminution des effectifs, et depuis le discours de Sarkozy prononcé à URMATT en septembre 2009, prétendant que la forêt française est sous-exploitée, et que les prélèvements peuvent être augmentés de 30%, les consignes de quelques dirigeants de l'ONF préconisent des récoltes de bois plus importantes, ce qui n'est pas sans mettre en danger l'équilibre même des milieux boisés. Les forestiers ont

vivement réagi, ainsi que l'ensemble des associations qui s'intéressent au monde naturel, un collectif est né pour dénoncer une gestion trop intense : SOS Forêts regroupe une quarantaine d'associations, on peut visiter son blog et signer la pétition sur le site : <http://sosforets.wordpress.com/>

Supprimer toujours plus de postes de forestiers, couper toujours plus de bois sans respect des milieux, voilà bien de quoi faire trembler toute une profession qui se rend compte que son travail est de plus en plus vite fait, de plus en plus mal fait. Un malaise s'installe dans les sous-bois, une vague insupportable de suicides ébranle le monde forestier...



Et pourtant...

tout le monde reconnaît maintenant que les chiffres produits par l'IFN (Institut Forestier National), ont été largement surestimés et qu'une surexploitation pourrait appauvrir le capital bois de notre pays. Les volumes à prélever en forêt sont établis par les aménagistes de l'ONF, après des inventaires méticuleux et des simulations précises : ils ne peuvent en aucun cas être décidés par le pouvoir politique. L'ONF compte maintenant moins de 9 000 emplois, c'est bien trop peu pour une gestion sérieuse et l'économie réalisée au plan national est insignifiante.

Le métier de forestier se complique chaque jour un peu plus : difficultés administratives et juridiques, connaissance et gestion d'un milieu vivant, rencontre et dialogue avec les élus, dossiers et paperasses en tout genre, informatique laborieuse : il n'est pas toujours facile de mettre en équation la croissance des arbres ni de prévoir des productions de bois avec exactitude.

Depuis plusieurs années, les forestiers se mobilisent en masse

pour manifester leur opposition aux nouvelles politiques, pour avoir les moyens d'exercer honorablement leur métier et être fiers de transmettre un patrimoine de qualité à nos successeurs. Des mouvements de résistance naissent partout dans le pays, parce les forestiers sont des passionnés, parce que la forêt représente une richesse inestimable mais fragile, parce qu'« un monde sans arbres, serait un monde sans vie... »

Un forestier lorrain

R

Un, deux, trois Pré-fet !

Est-ce le climat social qui, en Meurthe et Moselle, use les Préfets au point que Raphaël BARTOLT soit le quatrième en deux ans ?

Lu dans Les Échos du vendredi 22 juillet à la rubrique "Carnet", ce jeu des chaises musicales étatiques a aiguisé ma curiosité au point d'aller fouiner dans les biographies de ces valets de l'Etat.

Adolphe Colrat s'en va ! C'est sûr qu'après la Polynésie Française (où il était Haut-Commissaire de la République) se faire muter en Lorraine, au mois de janvier 2011, ne ressemblait pas à une promotion. Après six mois en Meurthe-et-Moselle, c'est en Basse-Normandie, dans la Manche qu'il est affecté. Pas mieux, si ce n'est la mer, cependant plutôt froide pour la baignade avec une température de l'eau sur le littoral annoncée à 16°.

Raphaël Bartolt arrive ! Ce charmant personnage que le Conseil des Ministres a décidé de nous envoyer occupait la même fonction en Dordogne. Au sujet d'une éventuelle promotion, l'on peut également s'interroger quand on découvre que lui aussi a effectué un séjour en Polynésie Française en qualité de Secrétaire général de la Polynésie Française de 1992 à 1996. Son cursus riche d'enseignements me donne la certitude que sa présence ici, en Meurthe-et-Moselle n'a rien de rassurant.

C'est un ancien élève de l'ENA et, ça ne s'invente pas, membre de la promotion "Louise Michel" 1984 ! Oui, ils ont osé ! Parmi ses camarades de promotion l'on trouve d'autres joyeux drilles comme : Guillaume Peppy (les copains cheminots apprécieront), Stéphane Bouillon (directeur de cabinet de Guéant), Pierre Moscovici (qui en 1984 va quitter la LCR pour rejoindre le PS...). Et cette promotion avait parmi ses enseignants un certain Dominique Strauss Kahn (no comment...).

Raphaël Bartolt est le directeur de campagne pour les Présidentielles de 2002, de Jean-Pierre Chevènement, le "miraculé de la République".

Plus préoccupant : alors préfet de l'Ardèche (vive les marrons!), le Raphaël est dans le cadre de la Direction Générale des Collectivités Locales chargé de la mise en œuvre du projet mafieux de racket organisé des radars automatisés. Les radars, ce pas en avant dans la dérive sécuritaire sous prétexte de sécurité routière, c'est lui !

C'est pas tout ! "Vos papiers !"

Ce fidèle cerbère de l'Etat est également le Directeur de l'ANTS, l'Agence nationale des titres sécurisés, établissement public créé en 2007 à la demande du "sinistre" de l'intérieur d'alors, Sarkozy, placé sous tutelle du Ministère de l'Intérieur et dont le siège social est situé à Charleville Mézières (08). L'ANTS est chargée de concevoir les titres électroniques de l'Etat basés notamment sur la biométrie avec traçabilité (flicage permanent) complète. Parmi les productions issues de l'imagination créatrice du Raphaël se trouvent : la CNIE (Carte Nationale d'identité Electronique) ; le passeport biométrique ; mais aussi et surtout le TSE (Titre de Séjour Européen pour étrangers), entré en service dans sa nouvelle version le 20 juin 2011...

Bientôt la "CBPSC" : Carte du Bon Pauvre Soumis Corvéable, pour chômeurs, survivants aux minima sociaux ?

Sa bible à lui, Raphaël, ne serait-ce pas la LOPSI 2 ? Je vous laisse apprécier...

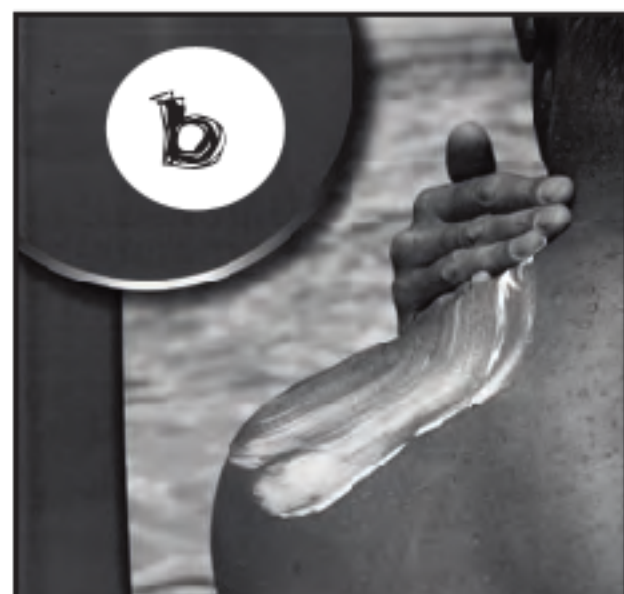
DAC

R

Le jeu de l'Anne

L'école des consommateurs ou comment "divertir pour dominer"(*)
Voici les images issues d'un nouveau manuel scolaire distribué aux élèves de lycée à la rentrée 2011. Elles illustrent les quatre chapitres abordés au cours de l'année.
De quelle discipline s'agit-il ?

(*) En référence à l'ouvrage paru aux éditions l'échappée.



1: santé

2: vêtements

3: habitat

4: transports



"Le Peuple exige la justice sociale"

Un demi-million d'Israéliens dans la rue

Du jamais vu en Israël: près d'un demi-million de personnes dans la rue pour exiger "la justice sociale" et la mise à bas du néo-libéralisme. Il faut dire que la brutalité des attaques contre les acquis sociaux et l'autisme du gouvernement d'extrême droite face au malaise social sont aussi sans précédent. En suggérant au début des mobilisations aux manifestants de trouver une solution à la crise du logement en allant habiter... dans les colonies, Netanyahu a montré à quel point il était déconnecté du peuple. Plus intelligents que leur Premier Ministre, les tycoons (dénomination locale des oligarques du capital financier) avaient, dès le début du mouvement, suggéré des réformes, y compris de payer plus d'impôts, conscients que leurs énormes privilèges alimentaient la révolte sociale.

Certes le mouvement insiste sur son caractère "ni droite, ni gauche" et se définit comme "mouvement social" et non comme un mouvement politique, mais ses revendications en termes de logement, d'éducation et de santé, entrent directement et ouvertement en conflit avec les énormes subventions allouées aux colonies et un budget militaire si gros (22% du budget national) que même une partie de l'Etat-major se porte volontaire pour le réduire.... pensant ainsi éviter que des civils y mettent leur nez.

La commission Trachtenberg, hâtivement nommée par le gouvernement pour faire des recommandations sur une réallocation des ressources, n'a pourtant pas hésité à toucher à ce tabou et annonce dès la première semaine de ses travaux qu'il faudra "repenser les priorités nationales". Elle rejoint ainsi les premières recommandations d'une commission alternative constituée par le mouvement et qui appelle à un retour au Welfare State des années cinquante à soixante-dix, brutalement démantelé par... Benjamin Netanyahu dans la foulée de l'offensive néolibérale de Thatcher et Reagan.

On peut légitimement être frustrés du refus des porte-paroles du mouvement à se positionner sur la question de l'occupation, du siège criminel de Gaza, des droits nationaux du peuple palestinien, mais on trouvera une certaine consolation dans le fait qu'il s'agit d'un mouvement qui assume son caractère judéo-arabe (dans tous les grands rassemblements il y avait un porte-parole de la communauté palestinienne d'Israël) ce qui est loin d'aller de soi.

Après la manifestation du demi-million comme on l'appelle déjà, les manifestants sont rentrés chez eux et les nombreux campements urbains qui symbolisaient cette mobilisation ont été démantelés. Pour laisser place à une seconde vague, différente en termes de classe. En effet, si pendant les deux premiers mois c'était les classes moyennes qui ont dominé, le tour est venu aux classes populaires de s'exprimer, et en particulier des milliers de sans-logis qui, contrairement aux manifestants de la première vague, n'hésitent pas à occuper des immeubles vides et à se confronter aux forces de police. Loin de disparaître, le mouvement change de nature, se radicalise. Les autorités aussi qui, à l'image du maire de Tel Aviv, entreprennent une politique de "nettoyage" des campements de sans-logis, en utilisant fois des méthodes violentes et une campagne de presse brutale contre les "voyous et les délinquants". Le temps du "mouvement de tout le peuple" est bel et bien fini. Place à la guerre des classes.

Au début de cet article, je parlais d'autisme. Ce diagnostic ne concerne pas seulement les revendications des citoyen/nes israélien/nes, mais l'ensemble de la politique gouvernementale. La crise politique avec la Turquie, qui a été pendant plusieurs décennies l'allié privilégié de l'Etat hébreu dans la région, la remise en question par les masses égyptiennes des accords de capitulation signés par Anouar Sadate, et même les tensions avec l'administration américaines, révélées par l'ancien secrétaire à la défense Robert Gates, tout cela indique une véritable déconnection de la réalité politique de la part de l'équipe Netanyahu. Comme l'écrit l'éditorialiste de Haaretz, Yoel Marcus: "Il y a une limite aux mensonges que l'administration US est prête à avaler, et ce n'est pas par hasard s'il elle a choisi ce moment pour révéler la description que fait l'ancien Secrétaire à la Défense Robert Gates de Netanyahu: "un menteur... qui n'est pas seulement ingrat, mais qui met en danger son propre pays en refusant de prendre en compte l'isolement grandissant d'Israël". Même si l'administration utilise son droit de veto aux Nations Unies, le grincement de dents du Président Obama s'entendra du Pôle Nord au Pôle Sud". Avec les nuages gros de désastres qui nous survolent, tout ce qu'il reste à dire à Netanyahu c'est une vieille phrase, prononcée pour la dernière fois contre Neville Chamberlain: "Je vous dis de partir et qu'on en finisse avec vous. Au nom de Dieu, partez!" (Haaretz, 9.9.11)

**Jeudi 1er septembre Michel
WARSCHAWSKI a fait une conférence dans
la salle du conseil municipal de JOEUF
Michel WARSCHAWSKI « est un écrivain
israélien, activiste pacifiste de gauche**

I 
Résister

Tu aimes résister ? et bien dis le !!

Un petit merci ne fait jamais de mal à personne, et franchement cela ferait du bien à toutes ces petites mains, ceux qui agissent dans l'ombre pour vous fournir régulièrement, ou pas, un journal de qualité, ou pas, et qui correspondent à vos attentes ou pas...

*Alors, dites le nous, flattez nous, payez nous un coup au bistrot *... Plus vous nous complimenterez, meilleur sera le prochain cru **, n'hésitez pas et si vous voulez à votre tour faire partie de ceux qui se font encenser, glorifier, alors rejoignez notre joyeuse bande. (voir page 11)*

** payez nous surtout un coup au bistrot ...
** plutôt du rouge d'ailleurs*

François Chesnais : Les dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques, Eds. Raisons d'agir, juin 2011 (160 pages, 8 euros)

Un petit livre, clair et relativement accessible, qui arrive à point nommé. Alors que la dette semblait être une question cruciale exclusivement réservée aux pays dits du Tiers-Monde dans les années 1980, elle est revenue en effet boomerang au cœur des pays riches, notamment aux Etats-Unis et en Europe. Depuis 2007 et la crise des subprimes, le monde capitaliste paraît en effet être entré dans une phase de crise continue, faite de soubresauts financiers, d'annonces de reprise vite démenties... et de plans d'économies drastiques imposés aux peuples pour sauver les banques. L'intérêt du livre de François Chesnais, économiste et militant, est de démontrer la mécanique qui sous-tend la régression généralisée : pour faire face à l'engorgement des marchés le capitalisme a artificiellement entretenu la demande par une extension sans précédent de l'endettement des particuliers, des banques et des Etats. Quand l'artifice est allé trop loin et que les débiteurs s'avèrent insolubles, arrive le moment de la vérité des prix. La dette publique, contractée par les Etats a été concomitante de la libéralisation à outrance des marchés, et souvent de baisses d'impôts pour les riches et pour les entreprises qui ont été « compensées » par des emprunts aux mêmes. Le livre présente différents scénarios, de la Grèce à l'Espagne et à l'Irlande en passant par la France, et montre en quoi ces dettes sont illégitimes : contractées par les gouvernants, au nom de leurs peuples, pour les intérêts des banquiers. A l'heure où on présente la note aux peuples d'Europe, une mobilisation internationale est d'actualité : pour l'annulation pure et simple de la dette. Le livre de Chesnais veut y contribuer.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII
1	s	t	a	t	i	s	t	i	q	u	e	s
2	t	a	c	i	t	u	r	n	e		m	a
3	a	r	a	b	i	c	a			u	b	u
4	r	a	r	i	s	s	i	m	e			l
5	i	s	i	a			t	a	s	s	e	e
6	e	c	o	s	s	e	e	s			m	e
7	t	o	s			t	u	m	e	f	i	e
8	s	n	e			o	m	e	r	t	a	
9		n		g	r	e	n	u		m	o	u
10	t	a		r	e	s	t		o	b	u	s
11	r	i	m	e			s	i	d	e	r	e

Solutions du #4

Mots croisés par Victor K.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

Horizontalement

- 1 C'est un bon début.
- 2 Belles de jour ou de nuit.
- 3 Tourbillon. Obsédé du téléphone.
- 4 Pigment naturel. (Bon) sens des portugaises.
- 5 Reines de la forêt. Un abrégé de Toulon
- 6 Université de Compiègne. Singe.
- 7 Plats d'été. On dit parfois qu'il est répugnant.
- 8 Comme des embruns.
- 9 Pas donnée.
- 10 Si on y croyait on dirait que c'est dieu. Province d'Udine.

Verticalement

- I C'est une suite intéressante du 1
- II Celles de la justice et du tribunal affaiblissent curieusement Chirac.
- III Bouche les artères, mais ouvre la voie.
- IV Intentée. Gâche la viande.
- V Fond de tonneau. Bluter
- VI Préfixe qui indique au navigateur une route plus longue malgré les apparences. Voyelles
- VII Autrefois à la mode. Américains d'origine.
- VIII Fraiche. Eté le dindon.
- IX Tiens ! ça fait longtemps qu'on y a pas croisé les motards bobos du Paris Dakar, c'est tant mieux.

RésisteR! n'a pas disparu, le journal est toujours là pour cette rentrée !

Nous proposons à nouveau à tous ceux qui ont décidé de prendre part, notamment localement, à la résistance au capitalisme, à la xénophobie et à tout ce que génère le système ultra-libéral d'y trouver un espace de publication.

Notre objectif est d'informer la population à propos des actions locales et des lieux de résistance locaux qui existent. Ce qui n'exclut évidemment pas la publication d'informations plus nationales ou internationales.

Nous appelons donc les citoyens, les membres de collectifs, les syndicalistes, les militants politiques, les membres d'associations, et tous ceux, individus ou

collectifs, qui se retrouvent dans cette volonté de faire connaître les actions de résistance engagées ou à engager à participer.

Le journal "RésisteR!", il est trop comme ci, pas assez comme ça !

On est sûrement d'accord avec vous. Alors, un crayon, un papier, un ordi, un clavier, un appareil photo et c'est à vous de faire !

Un article, une interview, un témoignage, un reportage, un dessin, peu importe la forme !

Vous voulez participer à la diffusion, faites le !

La charte précisant le fonctionnement du projet est disponible sur le site du CRR : www.crr54.lautre.net

**2ème édition du Petit Festival Contre la grosse poubelle nucléaire
samedi 17 et dimanche 18 septembre à Bonnet (Meuse)**

Dans le cadre du " Week end international contre la folie nucléaire" et en solidarité avec l'appel japonais pour une "Semaine de commémoration internationale pour les 6 mois du déclenchement de la catastrophe de Fukushima"

On y débattrà -aussi- des projets fous de l'enfouissement des déchets du nucléaire : où en est-on ? enjeux et

risques majeurs locaux-régionaux-nationaux

ampleur du gouffre. financier ? échéances annoncées ?

résistance active, que faire et comment faire pour stopper cette machine infernale ?

Films, débats, cirque, concerts, stands d'information, animations pour les enfants, restauration à prix libre !

TOUTES LES INFOS sur <http://festivaldebonnet2011.over-blog.com>

Grève dans l'Education nationale le 27 septembre,

pour exprimer les difficultés rencontrées lors de cette rentrée 2011 suite aux 16000 suppressions de postes. Ne pas laisser dire que la rentrée se passe bien.

Cercle du silence à Nancy

24 septembre à 15h
place Stanislas.

Les 23,24 et 25 septembre Le Forum Social Local (FSL) organise la rentrée sociale à Vandoeuvre Les Nancy

Envisageons ensemble un autre monde, un monde centré sur l'humain....

Animations tous publics, ateliers, conférences, tables rondes, théâtre, concerts autour de six pôles de réflexion : la paix, la démocratie, la justice sociale, l'environnement et l'éducation.

Vendredi 23 septembre : de 18H-23H Espace Jean Rostand

Samedi 24 septembre : de 13H-19H Parc de loisirs Richard Pouille
à partir de 20H Espace Jean Rostand

Dimanche 25 septembre : de 13H-19H Espace Jean Rostand
à partir de 20H Espace Yves Coppens

Le mouvement UTOPIA, le Réseau Education Sans Frontière, la Ligue des droits de l'Homme, la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, le Secours Catholique, le Front de Gauche vous annoncent des cercles de silence réguliers

tous les 2èmes samedis du mois de 10h30 à 11h00 place Duroc à Pont-à-Mousson

Le cercle de silence est un rassemblement non violent ouvert à tout citoyen désireux de défendre la dignité et les droits de toutes les personnes humaines, pour dire :

NON au soupçon systématique à l'égard des sans-papiers

OUI au discernement intelligent et humain,

NON à l'enfermement arbitraire

OUI à des jugements équitables,

NON au rejet systématique des étrangers

OUI aux valeurs humaines universelles d'accueil.

**PROCHAINE PARUTION DE RÉSISTER! #6 LE 15 OCTOBRE.
ENVOYEZ VOS ARTICLES POUR LE 9 OCTOBRE MAXI.
PARTICIPEZ AU COMITE DE RÉDACTION LE 10 OCTOBRE.
DIFFUSEZ LE À PARTIR DU 15 OCTOBRE.**

AGENDA